

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
 GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 951^e
 SÉANCE**

Lundi 9 décembre 1963,
 à 15 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

| | Page |
|--|------|
| <i>Point 12 de l'ordre du jour:</i> | |
| <i>Rapport du Conseil économique et social</i> | |
| <i>(suite)</i> | 455 |

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (A/5503, chap. XIII, sect. VI; A/C.2/L.735/Rev.1) [suite]

1. M. PARSONS (Australie) dit que sa délégation appuiera le projet de résolution révisé des huit puissances concernant l'élargissement de la composition du Comité économique, du Comité social et du Comité de coordination du Conseil économique et social (A/C.2/L.735/Rev.1), qui a été si bien présenté par le représentant du Ghana (948^{ème} séance). Le nombre des Etats Membres a doublé depuis que la composition des comités du Conseil a été fixée, alors que la tâche la plus importante dans le domaine économique et social semblait être d'assurer le plein emploi; or, ce problème est en grande partie résolu. Il s'agit maintenant d'assurer le progrès et l'expansion économique, en particulier dans les pays en voie de développement, afin de permettre à ces pays d'accéder au stade de la croissance auto-entretenu. Il semble donc ironique que trois des principaux comités du Conseil expriment de façon aussi peu adéquate l'opinion d'un très grand nombre de pays en voie de développement. Il faut rectifier cette situation.

2. Après étude approfondie de la question, la délégation australienne propose en conséquence de porter à 30 le nombre des membres de chacun de ces comités. Afin d'aboutir à la coopération internationale nécessaire, tous les intérêts économiques et l'ensemble des groupements économiques doivent être représentés de façon appropriée aux trois comités en question. Il n'y aurait aucun avantage à limiter leur composition à tel point qu'une concurrence fâcheuse puisse se produire entre différents groupes de pays pour se faire élire. Du reste, le projet de résolution reconnaît cette difficulté et met l'accent, au premier alinéa du préambule, sur la nécessité de traduire fidèlement la répartition des Etats Membres de l'Organisation.

3. La composition des comités doit tenir compte tout spécialement du grand nombre des pays en voie de développement, et ces pays doivent avoir la majorité. Un certain nombre de sièges doivent également être attribués à des régions comprenant peut-être un nombre de pays relativement peu élevé, mais où se posent des problèmes particuliers. Tel est le cas des pays où la population est nombreuse et s'accroît rapidement. Il faudrait également assurer la représentation de petits pays en voie de développement qui ont des problèmes d'une toute autre nature.

4. Il conviendrait aussi de tenir pleinement compte des problèmes, de l'expérience et des relations entre pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents, et d'assurer une répartition équitable entre pays évolués et pays en voie de développement, tout en prenant en considération les intérêts des pays qui, se trouvant "entre les deux" du point de vue du développement économique, ne sont ni sous-développés ni fortement industrialisés. Enfin, les comités devraient pouvoir bénéficier de l'expérience particulière des pays qui ont pris une part très active aux programmes d'aide et d'assistance technique.

5. Ces indications ne constituent qu'un échantillon des éléments dont il faut tenir compte et portent presque exclusivement sur les facteurs économiques, alors que les trois comités doivent résoudre aussi d'autres problèmes. Dans ces conditions, on s'accorde en général à reconnaître que 18 membres ne suffisent pas pour représenter convenablement tous les intérêts en jeu. La proposition tendant à porter ce nombre à 24, dont il est parfois question, est également insatisfaisante. C'est pourquoi la délégation australienne estime qu'il faudrait porter ce nombre à 30. Il serait peut-être prématuré d'envisager dans le détail la répartition des sièges, et la délégation australienne se réserve de prendre à nouveau la parole à ce sujet.

6. L'exemple du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement est particulièrement significatif. Lorsque la création de cet organe a été envisagée en 1962, le Conseil a décidé [résolution 917 (XXXIV)] d'en faire un comité plénier, composé de 18 membres représentant uniquement les Etats siégeant au Conseil. Au cours des débats à la Deuxième Commission, pendant la dix-septième session de l'Assemblée générale, on s'est rendu compte qu'il fallait élargir la composition du Comité et, à la suite de longues discussions, on a décidé à l'unanimité de porter le nombre des sièges à 30 [résolution 1785 (XVII)]. Le Conseil a ensuite décidé de le porter à 32 [résolution 943 (XXXV)] pour remédier à la sous-représentation des pays d'Asie. On a fait valoir, au cours des débats de la Deuxième Commission, que pour s'occuper efficacement des problèmes liés aux préparatifs d'une conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement un comité préparatoire de 30 membres serait peu maniable. Heureusement, ces craintes se sont révélées entièrement dénuées de fondement. Le Comité préparatoire a déjà tenu deux sessions et a fonctionné d'une manière remarquablement efficace.

7. Un autre argument en faveur d'une composition élargie et plus représentative est que des comités ainsi constitués exprimeraient des intérêts plus vastes et que leurs décisions seraient moins susceptibles d'être contestées par l'organe principal. C'est ainsi qu'aucune des décisions du Comité préparatoire

n'a été contestée ou modifiée par l'Assemblée générale. S'il en va de même pour le Comité économique, le Comité social et le Comité de coordination, l'Assemblée générale s'épargnera beaucoup de débats inutiles et le Conseil lui-même retrouvera son autorité.

8. On se souviendra également que le nombre des membres du Comité de l'assistance technique a été porté de 18 à 24, puis à 30. Le Comité du développement industriel a vu également sa composition passer de 24 à 30. Aucun de ces organes n'a souffert de l'élargissement de sa composition. Enfin, durant la session en cours, la Commission est convenue de porter le nombre de sièges au Conseil d'administration du Fonds spécial de 18 à 24. Il ne serait pas surprenant que ce chiffre soit porté à 30 prochainement.

9. Parmi les objections possibles, on fera peut-être valoir qu'il serait peu pratique que le nombre des sièges aux comités du Conseil dépasse celui du Conseil lui-même. Cet argument est très difficile à accepter, car les principaux organes qui relèvent actuellement du Conseil comptent déjà plus de membres que le Conseil lui-même.

10. On fera peut-être observer que les trois comités visés dans le projet de résolution sont des comités de session et qu'ils devraient par conséquent avoir le même nombre de membres que le Conseil lui-même. Cet argument semble assez faible car, si l'Assemblée générale décidait d'élargir la composition du Conseil, il faudrait probablement deux ans avant que cette modification ne soit ratifiée et, à titre de mesure transitoire, le Conseil déciderait certainement d'élargir la composition de ses trois comités, qui compteraient ainsi plus de membres que lui. Cependant, si l'Assemblée ne décide pas d'élargir la composition du Conseil, le projet de résolution permettrait au Conseil d'élargir la composition des comités. Ainsi, quelles que soient les décisions prises, la composition des trois comités sera pendant un certain temps plus large que celle du Conseil. La seule question est celle de savoir combien de sièges ils compteront en plus. Si, en portant le nombre de membres à 30, on arrivait à une représentation mieux équilibrée, il conviendrait d'adopter ce chiffre.

11. La délégation australienne ne trouve pas convaincant l'argument selon lequel la Commission ne devrait pas discuter du chiffre exact de nouveaux sièges à créer, alors que la Commission politique spéciale n'a pas encore pris de décision au sujet du Conseil lui-même. Les deux questions sont bien distinctes, l'une concernant la composition du Conseil, l'autre la composition des trois comités. Quelle que soit la décision que la Commission politique spéciale prendra au sujet de la composition du Conseil, on peut avoir l'assurance que le Conseil élargira ses comités. Il serait donc logique que la Commission donne quelques indications au Conseil au sujet de leur composition et de la répartition des sièges. Il s'agit là d'une pratique établie depuis longtemps. L'exemple le plus récent a été celui de l'élargissement du Comité préparatoire.

12. Convaincue de la nécessité d'élargir la composition des comités du Conseil, la délégation australienne estime qu'il faudrait porter le nombre de leurs membres à 30 afin que les intérêts régionaux et tous les autres intérêts qui doivent être pris en considération soient représentés comme il convient. Elle

espère avoir prouvé que les arguments d'ordre constitutionnel qui militeraient contre un tel élargissement ne sont pas convaincants et que les craintes concernant l'efficacité de cette mesure ne sont pas fondées. Ce serait, au contraire, le moyen de faire de ces comités des organes suffisamment représentatifs et dont on puisse attendre des résultats meilleurs que ceux d'organes de composition plus étroite.

13. M. BRILLANTES (Philippines) dit que, après avoir entendu le représentant du Ghana présenter le projet de résolution et après la très intéressante intervention de la délégation australienne, la Commission voudra sans doute adopter à l'unanimité les propositions que tous s'accordent à reconnaître utiles.

14. On se souviendra que la délégation tunisienne avait proposé d'ajourner l'examen du projet de résolution en attendant que la Commission politique spéciale ait terminé l'examen de la question dont elle est saisie. D'autre part, si tous les membres de la Commission sont d'accord sur la nécessité d'élargir la composition des comités du Conseil, les avis restent partagés sur le nombre idéal de sièges, et la délégation australienne a proposé le chiffre de 30. Certes, la Commission serait en droit de proposer un nombre de sièges quelconque, mais on peut se demander si une telle décision serait opportune. La délégation philippine pense, avec le représentant du Ghana, qu'il serait préférable de laisser la décision à la Commission politique spéciale et à l'Assemblée générale. Il serait préférable d'adopter le projet de résolution sous sa forme actuelle, ce qui laisserait aux délégations la possibilité d'intervenir à nouveau lorsque la question sera examinée par l'Assemblée. La délégation australienne acceptera peut-être de retirer temporairement ses propositions — dont la Commission pourrait prendre note —, en se réservant le droit de les présenter formellement à l'Assemblée lorsque la Commission politique spéciale aura pris sa décision.

15. M. MALHOTRA (Népal), analysant brièvement le projet de résolution, dit qu'un accord unanime semble s'être fait sur la nécessité d'élargir la composition des comités du Conseil. La délégation australienne a proposé de porter le nombre de membres à 30 de manière à refléter plus fidèlement la composition de l'Organisation. De l'avis de la délégation népalaise, ces comités devraient avoir le même nombre de membres que le Conseil. Certes, si une décision à cet effet est prise par l'Assemblée générale, ils pourraient, temporairement, en compter davantage. Bien qu'aucune difficulté de caractère constitutionnel ne s'oppose à une mesure de ce genre, il semblerait préférable, comme l'a proposé le représentant des Philippines, que la Commission se borne à adopter le projet de résolution sous sa forme actuelle en laissant à l'Assemblée générale le soin, si elle le juge nécessaire, de fixer le nombre de sièges qui lui paraîtra judicieux.

16. Selon la délégation népalaise, la question ne consiste pas seulement à élargir la composition du Conseil et de ses comités, mais aussi à répartir les sièges de la manière voulue pour représenter équitablement les différentes régions du monde. Il est intéressant de noter, comme l'a rappelé le représentant de l'Australie, qu'un certain nombre de problèmes se sont posés pour la répartition des sièges au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, où l'Asie et l'Afrique étaient initialement sous-représentées.

Il ne faut pas perdre de vue le principe de la répartition géographique équitable des sièges, principe inscrit dans la Charte des Nations Unies. Etant donné que, sur un total de 111 Etats Membres, l'Afrique et l'Asie en comptent déjà plus de la moitié, et en compteront très prochainement deux de plus, ces régions devraient occuper au moins 50 p. 100 des sièges au Conseil et dans ses comités.

17. Dans le passé, on n'a eu que trop tendance à rechercher une solution partielle au problème de la répartition géographique des sièges en faisant porter cette répartition uniquement sur le nombre de sièges supplémentaires. Il serait intéressant de savoir de quelle manière l'Australie envisage la répartition des 30 sièges, et non pas seulement des 12 sièges supplémentaires à pourvoir. Du reste, un alinéa du projet de résolution a justement trait à la répartition de l'ensemble des sièges. Ce principe est beaucoup plus important que celui d'un élargissement pur et simple de la composition du Conseil et de ses comités.

18. En conclusion, la délégation népalaise estime que la Commission peut soit décider d'attendre que la Commission politique spéciale se soit prononcée, soit adopter le projet de résolution dont elle est saisie, en précisant que le nombre de sièges supplémentaires à pourvoir sera fixé ultérieurement.

19. M. CVOROVIC (Yougoslavie) dit que la nécessité d'élargir la composition du Conseil et de ses comités semble être reconnue par tous les membres de la Commission. On s'accorde également à admettre le principe d'une répartition géographique équitable des sièges. La délégation yougoslave apportera son appui chaleureux au projet de résolution, dont l'opportunité est incontestable. Au cours de son intervention, le représentant du Ghana a du reste indiqué comment le CAT a vu sa composition élargie à deux reprises, le nombre de ses membres étant finalement porté à 30. Le nombre des sièges au Comité du développement industriel a été lui aussi porté à 30 et le nombre des sièges au Comité préparatoire a été porté à 30 puis à 32, pour assurer une représentation plus équitable de l'Afrique et de l'Asie.

20. La délégation yougoslave juge que la proposition australienne est très intéressante, non parce qu'elle attache une vertu miraculeuse au chiffre 30, mais parce qu'un tel chiffre permettrait de répartir les sièges équitablement et donnerait ainsi une composition plus représentative à ces comités. On sait que le nombre actuel de sièges a été fixé à un moment où le nombre des Membres de l'Organisation était inférieur à la moitié du chiffre actuel. La situation a beaucoup changé depuis, et l'on reconnaît maintenant la nécessité de renforcer la coopération internationale en vue du développement économique des pays sous-développés. Il faut donc leur accorder une représentation équitable au sein des divers organes, qui, du reste, devront également refléter fidèlement la situation actuelle du monde.

21. M. RETALIS (Grèce) rappelle que le nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies a plus que doublé depuis 1946. Le nombre actuel doit très prochainement passer de 111 à 113, avec l'accession du Kenya et de Zanzibar à l'indépendance. Si la nécessité d'élargir les comités du Conseil est incontestable, il serait peut-être opportun de ne pas s'attacher à préciser le nombre de leurs membres avant que la Commission politique spéciale ait achevé l'examen de la question dont elle est saisie.

22. Les auteurs du projet de résolution ont été bien avisés d'insister sur le principe de l'élargissement de la composition des comités sans s'efforcer de fixer un nombre de sièges. Cette dernière question pourra être réglée en temps utile et il serait prématuré pour la Commission d'aller au-delà des propositions des auteurs. Cela dit, la délégation grecque, en dépit des appréhensions qu'elle a manifestées, se ralliera à toute décision de la Commission tendant à élargir la composition des comités.

23. M. FRANZI (Italie) dit que les interventions des orateurs qui l'ont précédé montrent que tous les groupes régionaux sont d'accord sur la nécessité d'élargir les trois comités du Conseil en leur assurant un caractère plus représentatif, sur la base du projet de résolution dont la Commission est saisie. Il ne s'impose pas de préciser dès maintenant le nombre de sièges supplémentaires, car cette décision relève plutôt de la compétence du Conseil. D'autre part, il ne semble pas y avoir de divergences d'opinions au sein de la Commission, car la délégation australienne a déclaré elle aussi qu'elle appuierait le projet de résolution révisé et elle a donné à ses propositions le caractère de simples suggestions.

24. Etant donné que tous les groupes régionaux ont déjà fait connaître leur accord au texte révisé du projet, la Commission pourrait le mettre aux voix le plus tôt possible, et l'on peut s'attendre à un vote unanime.

25. M. JANTUAH (Ghana), se référant à l'intervention de la délégation yougoslave, précise que, lorsqu'il a mentionné que la composition du CAT avait été élargie et le nombre de sièges porté à 30, son intention était seulement de montrer que le Conseil économique et social a compétence pour élargir la composition de ses organes subsidiaires. La délégation ghanéenne n'entendait nullement préconiser un chiffre plutôt qu'un autre.

26. M. PARSONS (Australie) a éprouvé certaines inquiétudes en entendant la délégation italienne proposer qu'on passe immédiatement au vote. Etant donné les interventions de certaines délégations, il serait bon, avant de passer au vote, de pouvoir examiner de façon plus approfondie les questions telles que celle de la répartition des sièges, qu'a mentionnée le représentant du Népal. La Commission jugera peut-être opportun d'envisager la constitution d'un groupe de travail composé de 10 à 12 membres, dont les travaux permettraient d'accélérer ses propres délibérations.

27. M. JANTUAH (Ghana) constate que la grande majorité des membres de la Commission semble être en faveur de la proposition du représentant de l'Italie tendant à mettre aux voix le projet de résolution le plus tôt possible.

28. En ce qui concerne la proposition du représentant de l'Australie visant à créer un groupe de travail spécial, la délégation ghanéenne estime que la question du nombre des membres des comités du Conseil et de la répartition des sièges relève exclusivement de la compétence du Conseil économique et social. Les auteurs du projet de résolution veulent simplement qu'une décision de principe soit prise en ce qui concerne l'élargissement de la composition de ces comités. C'est au Conseil qu'il appartiendra de donner suite à cette décision, selon les modalités qu'il décidera. Comme l'a souligné le représentant de l'Italie, la mesure proposée est de nature transitoire et ne pré-

juge en rien les décisions qui pourraient être prises par d'autres organes des Nations Unies.

29. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la délégation de l'Union soviétique a toujours appuyé les propositions tendant à élargir la composition des organes subsidiaires du Conseil économique et social. En effet, les mesures prises dans ce sens permettent à un nombre plus élevé de pays de participer de très près aux travaux du Conseil sans impliquer pour autant une modification des dispositions de la Charte. C'est ainsi qu'elle s'est prononcée en faveur de l'élargissement de la composition du Conseil d'administration du Fonds spécial et du Comité du développement industriel.

30. La délégation soviétique est d'avis que ces organes ne peuvent que gagner de la participation à leurs travaux de représentants de pays nouveaux, désireux d'attirer l'attention sur certains aspects encore mal connus du développement économique et social. C'est pourquoi elle estime qu'il convient de régler dès à présent la question de l'élargissement de la composition des comités économique, social et de coordination du Conseil, sans attendre la décision que la Commission politique spéciale pourra prendre en ce qui concerne la composition du Conseil lui-même et d'autres organes de l'ONU.

31. En ce qui concerne certains aspects précis de la proposition dont la Commission est saisie, M. Arkadyev constate que diverses suggestions ont été avancées quant au nombre optimum de membres des comités en question. Il pense que la proposition visant à créer un groupe de travail spécial chargé d'examiner cette question et celle de la répartition des sièges est à retenir. Il devrait être possible d'arriver rapidement à un accord. Dans le cas contraire, rien ne s'oppose à ce que le projet de résolution soit adopté tel quel.

32. M. HIREMATH (Inde) se joint aux orateurs qui l'ont précédé pour féliciter les auteurs du projet de résolution de l'initiative qu'ils ont prise. La délégation indienne a participé aux débats du Conseil économique et social sur le projet qui est devenu la résolution 974 C (XXXVI) et qui a été adopté à l'initiative de la Commission économique pour l'Afrique. Tout le monde s'accorde à reconnaître que plusieurs organes ont une composition qui ne correspond plus à celle de l'Organisation elle-même et qu'il convient de remédier à cet état de choses. Après avoir entendu les explications du représentant du Ghana, la délégation indienne est disposée à approuver sans réserve le projet de résolution sur l'élargissement de la composition des comités économique, social et de coordination.

33. Toutefois, M. Hiremath reconnaît que ce problème ne saurait être résolu par une simple augmentation du nombre des membres de ces organes: il convient essentiellement d'aboutir à une représentation géographique équitable qui reflète fidèlement la composition actuelle de l'Organisation. L'exemple de la constitution du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement prouve qu'il serait judicieux de parvenir au préalable à un accord sur ce point.

34. Toutefois, comme il ressort clairement du quatrième alinéa du préambule, la mesure proposée est de nature transitoire et devra être examinée de nouveau lorsqu'une décision aura été prise quant à l'élargissement de la composition du Conseil lui-

même. C'est pourquoi M. Hiremath approuve la suggestion du représentant des Philippines selon laquelle il convient d'attendre cette décision avant de formuler des propositions définitives au sujet du nombre optimum de membres.

35. M. LANIUS (Etats-Unis d'Amérique) félicite les auteurs du projet de résolution d'avoir eu une initiative aussi utile, qui s'est traduite sous la forme d'un texte clair et précis.

36. Le deuxième alinéa du préambule, qui se réfère à la résolution 974 C (XXXVI) du Conseil, prouve que le projet ne traite que d'un seul aspect d'un problème plus vaste: celui de l'élargissement de la composition du Conseil économique et social lui-même. Il faut, en effet, que tous les nouveaux membres de l'Organisation puissent participer plus directement aux travaux des principaux organes de l'ONU. La délégation des Etats-Unis, favorable depuis des années à une modification de la composition du Conseil, a donc voté en faveur de la résolution 974 C (XXXVI).

37. Les Nations Unies se consacrent de plus en plus activement aux problèmes que pose le développement économique et social. Cette vaste entreprise de coopération qu'est la Décennie des Nations Unies pour le développement a permis d'assigner des objectifs précis aux efforts conjugués de tous les Etats Membres, sans exception. C'est pourquoi, à titre de mesure transitoire et en attendant l'élargissement de la composition du Conseil lui-même, il importe de permettre à un nombre plus élevé de pays de prendre part aux travaux de ses organes subsidiaires, surtout des trois comités en question.

38. M. Lanus constate avec satisfaction que le projet de résolution ne préjuge en rien la décision que le Conseil devra prendre en ce qui concerne la composition de ces comités. Cette question, en effet, relève exclusivement de la compétence de cet organe, comme l'a si justement souligné le représentant des Philippines.

39. Tout en regrettant que la Commission politique spéciale n'ait pas encore été en mesure de prendre une décision quant à la composition du Conseil économique et social, la délégation des Etats-Unis appuiera sans réserve le projet de résolution, puisque, comme il est précisé au quatrième alinéa du préambule, la mesure proposée est de nature transitoire.

40. M. TELL (Jordanie) dit que sa délégation appuiera le projet de résolution comme elle a appuyé la résolution 974 C (XXXVI) du Conseil économique et social. Toutefois, il se joint aux représentants de l'Australie et de l'Union soviétique pour demander aux auteurs de ne pas insister pour que le projet soit mis aux voix immédiatement et de consentir à ce qu'un groupe de travail spécial examine la question de la composition des comités et de la répartition des sièges.

41. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne comprend pas pourquoi certains membres de la Commission tiennent à insister sur le caractère provisoire de la mesure proposée. A son avis, il devrait s'agir d'une décision permanente. Rien ne s'oppose à ce que les organes subsidiaires du Conseil économique et social aient un nombre de membres plus élevé que le Conseil lui-même.

42. M. CALDERON FRANCO (Mexique) s'étonne de la tournure prise par la discussion, qui revêt de plus en plus un caractère juridique. Tous s'ac-

cordent à reconnaître que la composition des comités économique, social et de coordination du Conseil économique et social doit être élargie. Pour sa part, le représentant de l'Australie a proposé officiellement que le nombre des membres soit fixé à 30. Il a invoqué des raisons pratiques à l'appui de cette proposition. Ces raisons peuvent avoir un certain poids dans les pays où le système juridique est fondé sur le "common law" et la jurisprudence.

43. Aux Nations Unies, toutefois, comme dans d'autres pays, le système juridique s'appuie sur des textes constitutionnels. Ainsi, toute décision visant à élargir la composition d'organes de l'ONU doit être conforme à la Charte et prise en vertu des principes juridiques sanctionnés par elle. C'est pourquoi la délégation mexicaine se joint aux représentants qui ont demandé que le projet de résolution soit mis aux voix sous sa forme actuelle. Cette proposition est conforme à la position des pays membres du groupe officieux latino-américain, telle qu'elle a été définie à la 949ème séance par la délégation mexicaine. Toute proposition touchant le nombre des membres des comités en question préjugerait la décision que le Conseil économique et social devra prendre et serait, en conséquence, contraire à la pratique suivie jusqu'ici.

44. M. NATORF (Pologne) souligne que, comme tous les orateurs qui l'ont précédé, il est en faveur de l'élargissement de la composition des comités économique, social et de coordination du Conseil économique et social. La Commission devra, toutefois, se prononcer quant à la nature de la décision qu'elle proposera au Conseil. Elle peut soit laisser à celui-ci ou à l'Assemblée générale le soin de déterminer les détails de la mesure proposée, soit en décider elle-même.

45. Ces détails posent des problèmes importants et complexes, comme le prouvent les difficultés qu'a soulevées la création du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il serait donc souhaitable que la Commission prenne dès à présent une décision visant à assurer que toutes les régions du monde seront équitablement représentées au sein des comités en question. La suggestion du représentant de l'Australie est fort judicieuse, et la délégation polonaise estime qu'il conviendrait de créer un groupe de travail spécial qui, sous la direction du Président, étudierait cette question de façon approfondie. M. Natorf fait appel aux représentants du Ghana, de l'Inde et des Philippines pour qu'ils renoncent à demander que le projet de résolution soit mis aux voix immédiatement.

46. M. GHEBEH (Syrie) insiste sur la nécessité d'assurer une représentation géographique équitable de toutes les régions du monde au Conseil économique et social. En attendant qu'une décision soit prise à cet égard par les organes compétents, il est donc souhaitable d'augmenter le nombre des membres de certains comités subsidiaires, comme le propose le projet de résolution.

47. La délégation syrienne appuie la suggestion de certains membres de la Commission visant à constituer un groupe de travail spécial chargé de proposer le nombre optimum de membres et de mettre au point les principes qui devront guider le Conseil économique et social lorsqu'il cherchera à assurer une représentation géographique équitable au sein de ces comités. La délégation syrienne est disposée à participer aux travaux de ce groupe.

48. M. VIAUD (France) craint que, dans la discussion sur l'élargissement de la composition de certains comités du Conseil économique et social, les membres de la Commission ne perdent l'essentiel de vue, à savoir l'élargissement de la composition du Conseil lui-même. La délégation française a toujours été d'avis que seule une décision dans ce sens était de nature à donner satisfaction aux pays sous-représentés, et elle est décidée à agir sans relâche jusqu'à ce que ce résultat soit atteint. D'ici là, elle tient à prier instamment les auteurs du projet de résolution et, d'une manière générale, tous les pays sous-représentés, de ne pas perdre de vue les causes véritables des difficultés que soulève l'augmentation du nombre des membres du Conseil économique et social.

49. La mesure proposée par les auteurs du projet de résolution ne constitue réellement qu'un succédané, et la délégation française n'est pas absolument convaincue de son opportunité. Elle considère donc que cette mesure ne saurait avoir un caractère définitif, comme d'ailleurs les auteurs du projet de résolution le précisent clairement au quatrième alinéa du préambule.

50. Sur le point de savoir si la Commission doit passer immédiatement au vote sur le projet de résolution ou attendre les résultats de la discussion ou poursuivre à la Commission politique spéciale, la délégation française ne saurait adopter une position ferme, bien qu'à son avis il soit sans doute préférable d'attendre avant de prendre une décision.

51. Il est toutefois un point auquel elle attache une grande importance, à savoir la nature même de la décision que la Commission va être appelée à prendre. De l'avis de la délégation française, il s'agit essentiellement d'un vœu que l'Assemblée générale formulera à l'intention du Conseil économique et social, et non d'une décision qu'elle prendra à la place de celui-ci. Pour que le Conseil demeure l'organe efficace qu'il est actuellement, il doit disposer d'une certaine liberté d'action, surtout lorsqu'il s'agit de la composition de ses comités subsidiaires. C'est pourquoi la délégation française s'opposera à toute suggestion visant à inclure dans le projet de résolution une proposition quelconque touchant le nombre des membres des comités, ou à confier à un groupe de travail officieux, constitué par la Commission, le soin d'examiner le problème de la représentation géographique. Toute décision qui serait prise à cet égard risquerait de s'écarter de la solution à laquelle pourraient aboutir les discussions officielles qui se déroulent actuellement, en marge des travaux de la Commission politique spéciale, entre les représentants des divers groupes d'Etats Membres.

52. La délégation française n'est pas convaincue des mérites du projet de résolution et s'abstiendra probablement lors du vote. Elle estime toutefois qu'il représente le maximum que la Deuxième Commission puisse faire, puisqu'une grande majorité des membres semblent insister pour qu'une décision soit prise à ce sujet.

53. M. TETTAMANTI (Argentine) constate que la Commission n'est saisie que d'un seul projet de résolution et pense que, puisque la grande majorité des membres semble décidée à l'approuver, ce projet devrait être mis aux voix au plus vite.

54. La délégation argentine approuve les observations formulées par le représentant du Mexique, au

nom des pays membres du groupe officieux latino-américain. Comme le représentant de la France l'a justement souligné, la mesure proposée ne peut être que provisoire et aucune décision concernant le nombre optimum de membres des comités du Conseil et la question de la représentation géographique ne saurait être prise par la Deuxième Commission. C'est pourquoi la délégation de l'Argentine tient à faire appel au représentant de l'Australie pour qu'il ne cherche pas à obtenir une décision en ce qui concerne les suggestions qu'il a formulées.

55. M. CHAVEZ GONZALEZ (Equateur) demande la clôture du débat sur la question en discussion et la mise aux voix immédiate du projet de résolution.

56. M. UNWIN (Royaume-Uni) rappelle que sa délégation s'est toujours prononcée en faveur d'un élargissement de la composition du Conseil économique et social. C'est pourquoi elle appuie la proposition d'élargir la composition des comités. Son attitude concernant la deuxième question découle de son attitude à l'égard de la première. Elle estime en conséquence que toute décision relative aux comités devrait se fonder sur celle de la Commission politique spéciale au sujet de l'élargissement du Conseil, ou sur tout accord conclu entre les groupes de membres de la Commission politique spéciale quant au nombre des sièges supplémentaires et à leur répartition.

57. M. Unwin ne pense pas qu'un groupe de travail spécial puisse obtenir en deux jours des résultats meilleurs que ceux qui ont été atteints à la suite des discussions entre les groupes de la Commission politique spéciale, et il est donc opposé à sa création. Ou bien le groupe de travail aboutirait à des conclusions identiques à celles des groupes de la Commission politique spéciale et, dans ce cas, il ferait double emploi, ou bien il parviendrait à des conclusions différentes et il en résulterait une certaine confusion. De plus, il serait imprudent de chercher à élargir la composition des comités du Conseil économique et social indépendamment de ce qui se produirait pour le Conseil, car cela semblerait signifier que la Deuxième Commission ne croit plus en la possibilité d'élargir la composition du Conseil lui-même.

58. M. FRANZI (Italie), prenant la parole sur une motion d'ordre, rappelle que le représentant de l'Equateur a demandé la clôture du débat, conformément à l'article 118 du règlement intérieur. Il rappelle que, selon cet article, l'autorisation de prendre la parole au sujet de la clôture du débat n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture; après quoi, la motion est immédiatement mise aux voix.

59. M. PARSONS (Australie) fait appel au représentant de l'Equateur pour qu'il n'insiste pas sur sa motion de clôture. La Commission va être appelée à prendre une décision d'une grande importance, qui mérite une étude approfondie. La séance est la première qui soit entièrement consacrée à l'examen de la question.

60. Depuis le début de la session, aucune délégation n'a eu recours aux motions de procédure afin d'obtenir une décision hâtive. Une telle méthode n'est pas conforme à l'esprit de conciliation qui a caractérisé jusqu'à présent les débats de la Commission.

61. M. CHAMMAS (Liban) déclare qu'il est opposé à la clôture du débat. La Commission étudie actuellement la dernière question inscrite à son ordre du

jour, et la hâte que semblent manifester les auteurs du projet de résolution ne paraît pas justifiée. Les consultations officieuses permettraient probablement d'aboutir à un compromis. C'est pourquoi M. Chammas fait appel aux représentants de l'Equateur et de l'Italie pour qu'ils retirent leur motion de clôture.

62. M. PARSONS (Australie), invoquant l'article 117 du règlement intérieur, demande l'ajournement du débat sur la question en discussion. Il précise que, conformément à l'article 120, la motion d'ajournement du débat a priorité sur la motion de clôture.

63. M. CHAMMAS (Liban), désireux de permettre aux membres de la Commission de se consulter avant la séance suivante de la Commission, demande l'ajournement de la séance, conformément aux dispositions de l'article 119 du règlement intérieur.

64. Le PRESIDENT met aux voix la motion d'ajournement de la séance présentée par le représentant du Liban, qui, conformément à l'article 120 du règlement intérieur, a priorité sur les motions d'ajournement du débat et de clôture du débat.

Il est procédé au vote sur la motion du Liban.

Il y a 33 voix pour, 33 voix contre et 14 abstentions. La motion est rejetée.

65. Le PRESIDENT annonce qu'il va mettre aux voix la motion de clôture du débat du représentant de l'Equateur.

66. M. NATORF (Pologne), intervenant pour une motion d'ordre, rappelle que le représentant de l'Australie avait proposé de mettre aux voix une motion d'ajournement du débat conformément à l'article 117 du règlement intérieur. Selon l'article 120, cette motion a priorité sur la motion de clôture du débat. Le représentant de la Pologne présente une motion formelle d'ajournement du débat.

67. M. CHAMMAS (Liban) appuie la motion présentée par le représentant de la Pologne.

68. M. BRILLANTES (Philippines) attire l'attention du Président et des membres de la Commission sur le fait qu'il n'y a plus qu'une question en discussion, de sorte que si le débat sur cette question est ajourné il faudra ajourner la séance. Le représentant des Philippines demande que soit mise aux voix la motion du représentant de l'Equateur.

69. Le PRESIDENT dit qu'en vertu de l'article 120 la motion d'ajournement du débat du représentant de la Pologne a priorité sur la motion de clôture du représentant de l'Equateur.

70. M. FRANZI (Italie), prenant la parole pour une motion d'ordre, attire l'attention du Président sur le fait que la Commission n'a aucune question en discussion. Le Président, conformément à l'article 118, a donné la parole à deux orateurs opposés à la clôture du débat; après quoi, il n'y avait plus qu'à mettre la motion aux voix.

71. M. CHAMMAS (Liban) appelle l'attention du Président sur le fait que ce dernier, invoquant l'article 120 du règlement intérieur, a donné la priorité à la motion d'ajournement du débat du représentant de la Pologne sur la motion de clôture du débat. Il convient donc de mettre aux voix la motion d'ajournement présentée selon l'article 117. Il assure la Commission que son intention est de simplifier les débats.

72. M. TETTAMANTI (Argentine) croit que la seule question de procédure à trancher est celle qu'a indiquée le représentant de l'Italie. Il demande au Président de prendre une décision; la délégation argentine l'acceptera, quelle qu'elle soit.

73. Le PRÉSIDENT dit qu'il va donner la parole à deux orateurs pour et à deux orateurs contre la motion d'ajournement du débat du représentant de la Pologne.

74. M. TETTAMANTI (Argentine) s'oppose, pour les mêmes raisons que le représentant de l'Italie, à la motion d'ajournement du débat.

75. M. JANTUAH (Ghana) s'oppose à la motion d'ajournement du débat, dont les motifs ne lui paraissent pas justifiés.

76. M. TELL (Jordanie) se prononce en faveur de la motion d'ajournement du débat, du fait que la discussion a déjà été retardée d'une demi-heure et que le représentant de la Yougoslavie était sur le point de prendre la parole lorsque le représentant de l'Italie l'a interrompu.

77. M. PARSONS (Australie) se prononce également en faveur de la motion du représentant de la Pologne. Il pense que la Commission ne gagnerait pas de temps en se prononçant pour la clôture du débat. Le représentant de l'Australie croit qu'il est plus utile que la Commission poursuive la discussion plus tard dans la soirée ou le lendemain.

78. Le PRÉSIDENT met aux voix la motion d'ajournement du débat.

Par 36 voix contre 29, avec 15 abstentions, la motion d'ajournement est rejetée.

79. Le PRÉSIDENT met aux voix la motion de clôture du débat présentée par le représentant de l'Equateur.

Par 43 voix contre 23, avec 13 abstentions, la motion de clôture du débat est adoptée.

80. M. JANTUAH (Ghana) demande qu'il soit procédé à un vote par appel nominal sur le projet de résolution (A/C.2/L.735/Rev.1).

81. Le PRÉSIDENT signale qu'il a encore une liste de sept orateurs. Il était entendu, selon lui, que la motion de clôture du débat du représentant de l'Equateur n'empêcherait pas les orateurs inscrits de prendre la parole.

82. M. KANO (Nigéria), appuyé par M. TETTAMANTI (Argentine), estime que les orateurs inscrits ne peuvent prendre la parole qu'après le vote sur le projet de résolution.

83. M. JANTUAH (Ghana) indique qu'il n'y a pas d'autres possibilités pour la Commission que de lever la séance ou de passer au vote. Il est impossible, après la clôture du débat, de poursuivre celui-ci en vertu d'un accord passé antérieurement.

84. Le PRÉSIDENT dit que, selon son interprétation, il dépend des délégations qui présentent une motion de poser leurs propres conditions. Le représentant de l'Equateur a confirmé lui-même qu'il entendait que la liste des orateurs serait maintenue.

85. M. FRANZI (Italie) demande qu'on poursuive le vote sur le projet de résolution qui a été mis aux voix.

86. M. NATORF (Pologne) fait observer que la demande d'un vote par appel nominal ne doit pas

nécessairement être immédiatement suivie du vote. Il pense que les orateurs inscrits peuvent se faire entendre avant le vote pour des explications de vote.

87. M. BRILLANTES (Philippines) admet que les membres de la Commission peuvent se faire entendre pour des explications de vote. Toutefois, ils ne peuvent aborder des questions de fond, car il n'y a plus de liste d'orateurs après l'adoption de la motion de clôture du débat. D'autre part, il est à la discrétion du Président de donner la parole pour les explications de vote avant ou après le vote. Le représentant des Philippines suggère qu'il soit procédé au vote immédiatement et qu'on entende ensuite les explications de vote.

88. M. VIDAL ZAGLIO (Uruguay) appuie la proposition du représentant de l'Argentine tendant à ce qu'il soit procédé au vote immédiatement.

89. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle au représentant des Philippines qu'il existe bien une liste d'orateurs désireux d'expliquer leur vote avant le vote. Le représentant de l'Union soviétique fait remarquer que dans tous les cas précédents les délégations ont eu le droit d'expliquer leur vote avant le vote.

90. M. SOUSSANE (Maroc) se demande ce que craignent les auteurs du projet de résolution. Certaines délégations ont fait des suggestions qui pourraient recueillir l'unanimité, et tous les membres de la Commission sont d'accord sur la nécessité d'élargir la composition du Conseil économique et social et de ses comités de session.

91. M. CHAMMAS (Liban) considère que les délégations peuvent prendre la parole avant le vote pour expliquer leur vote. Il espère que le représentant des Philippines n'insistera pas sur sa proposition. Cependant, comme la délégation libanaise s'était fait inscrire pour présenter une proposition concrète sur le fond du projet de résolution, et que cela n'est plus possible, elle abandonne son droit de parole et votera sans expliquer son vote.

92. M. JANTUAH (Ghana), exerçant son droit de réponse, dit que les auteurs du projet de résolution ne craignent rien. Ils estiment simplement qu'une décision prise par la majorité des membres de la Commission devrait être respectée. La décision de clore le débat met fin à toute proposition touchant le fond de la question. Les représentants qui veulent expliquer leur vote pourront aborder des questions de fond, mais il leur sera interdit de faire de nouvelles propositions tendant à modifier le texte du projet de résolution.

93. M. MONTENEGRO MEDRANO (Nicaragua) appuie la proposition du représentant de l'Uruguay.

94. Le PRÉSIDENT demande aux représentants qui se sont inscrits pour prendre la parole d'expliquer leur vote avant le vote.

95. M. CVOROVIC (Yougoslavie) dit que sa délégation votera en faveur du projet de résolution, conformément à la position qu'elle a exposée au cours de la discussion. La délégation yougoslave estime utile que la Deuxième Commission exprime son point de vue sur la question du nombre de sièges à ajouter aux comités économique, social et de coordination du Conseil économique et social. Cela facilitera la tâche délicate du Conseil. C'est pourquoi la délégation yougoslave a voté contre la motion de clôture du débat.

D'autre part, M. Cvorović se serait prononcé en faveur de la constitution d'un groupe de travail.

96. M. PARSONS (Australie) dit que le projet de résolution recevra l'appui sans réserve de sa délégation. Il est moins opposé à un vote immédiat qu'il ne l'était à la clôture du débat. Il aurait souhaité une discussion plus approfondie du projet.

97. M. SOUSSANE (Maroc) dit que sa délégation a été prête à appuyer le projet de résolution dès qu'elle en eut pris connaissance. C'est pourquoi la délégation marocaine souhaitait qu'on évite un vote par appel nominal sur une question recueillant l'accord général. Elle désirait qu'on ne préjuge pas non plus la décision de la Commission politique spéciale concernant l'élargissement de la composition du Conseil économique et social. Elle voulait à cet effet faire incorporer dans le projet de résolution une phrase demandant au Conseil économique et social de tenir compte des points de vue exprimés à l'Assemblée générale au moment de procéder à l'élargissement de la composition de ses comités de session.

98. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que sa délégation n'a pas d'objection de principe contre la proposition tendant à élargir la composition des comités de session du Conseil économique et social. C'est pourquoi elle votera en faveur du projet de résolution.

99. C'est en effet pour des raisons purement pratiques que la délégation de l'Union soviétique a appuyé énergiquement la proposition du représentant de l'Australie tendant à la création d'un groupe de travail avant que la question soit examinée en séance plénière de l'Assemblée générale. Ce groupe aurait formulé des recommandations sur la question de savoir comment les dispositions contenues dans le projet de résolution seront appliquées. Le représentant de l'Union soviétique garde la certitude que cette façon de procéder peut encore être adoptée, même si la Commission adopte le projet de résolution. Il demande au Président de réfléchir à l'opportunité d'organiser un groupe de travail ou du moins des consultations officieuses qui permettraient de dégager avec plus de précision la position des différentes délégations sur la solution de cette question. Cette façon de faire permettrait de transmettre certaines recommandations au Conseil économique et social lors de sa prochaine réunion. Celui-ci pourrait commencer ses travaux en connaissant les opinions qui ont été exprimées à la Commission.

100. M. CALDERON FRANCO (Mexique) tient à répéter, au nom des pays membres du groupe officieux latino-américain, que ceux-ci ont décidé de voter en faveur du projet de résolution. Ce vote ne préjuge en aucune façon la position que chacun de ces pays pourra adopter dans la négociation de tout autre projet de résolution ayant trait à la composition de n'importe quel organe ou institution des Nations Unies.

101. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) dit que sa délégation a toujours été en faveur de l'élargissement de la composition du Conseil économique et social, afin de lui donner un caractère plus représentatif. Le projet de résolution est peut-être un pas dans la bonne voie et, si la délégation néo-zélandaise avait des réserves, elles étaient dues à la crainte que cette résolution ne réduise la pression qui s'exerce en vue de l'élargissement du Conseil lui-même. Il ressort

des conversations officieuses avec les auteurs que ceux-ci n'estiment pas que cette crainte soit fondée.

102. M. Bolt regrette que certaines délégations n'aient pu, dans l'intérêt de la Commission, présenter leur point de vue concernant l'application des dispositions du projet de résolution. La délégation néo-zélandaise aurait, quant à elle, formulé quelques observations dans le sens de ce qu'a dit le représentant de l'Australie. Elle estime qu'il faudrait étudier la possibilité de faire aller de pair l'élargissement des comités économique, social et de coordination du Conseil et la cooptation d'un nombre correspondant de membres au Conseil lui-même. M. Bolt ne pense pas qu'il soit souhaitable de procéder à un vote par appel nominal et il prie le représentant du Ghana de ne pas insister sur sa demande.

103. M. TELL (Jordanie) rappelle que sa délégation s'est toujours prononcée en faveur de l'élargissement du Conseil pour rendre celui-ci plus représentatif. La délégation jordanienne regrette qu'une question aussi importante soit mise aux voix hâtivement, avant que chaque délégation ait pu exposer son point de vue, et sans que le Conseil puisse se fonder sur les opinions exprimées à la Commission. La délégation jordanienne voulait par conséquent que se poursuive le débat, afin qu'on évite la répétition de ce qui s'est passé pour le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

104. M. VERAS (Brésil) dit que sa délégation votera pour le projet de résolution, étant entendu qu'il s'agit d'une mesure transitoire et provisoire. Il croit qu'il serait illogique d'incorporer dans le texte des dispositions concernant le nombre de sièges supplémentaires et la répartition des sièges. Sous sa forme actuelle, le projet de résolution représente la meilleure formule que la Commission puisse adopter sur cette question.

105. M. TELL (Jordanie), intervenant pour une motion d'ordre, appuie la suggestion faite par le représentant de la Nouvelle-Zélande et fait appel au représentant du Ghana pour qu'il n'insiste pas sur sa demande de vote par appel nominal.

106. M. JANTUAH (Ghana) maintient sa demande.

Il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution (A/C.2/L.735/Rev.1).

L'appel commence par la Suède, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Suède, Syrie, Tanganyika, Togo, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Danemark, République dominicaine, Equateur, El Salvador, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Japon, Jordanie, Koweït, Liban, Malaisie, Mali, Mexique, Mongolie, Maroc, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Pérou,

Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Sénégal,
Sierra Leone, Espagne, Soudan.

*Par 81 voix contre zéro, avec une abstention, le
projet de résolution (A/C.2/L.735/Rev.1) est adopté.*

Votent contre: néant.

S'abstient: France.

La séance est levée à 19 h 30.